



## Cahier Spécial des Charges

Marché public relatif à des services d'expertise pour le projet Team Europe Democracy – Analyse de la gouvernance, du potentiel d'un comité de pilotage, et de l'autonomie financière de la Cour Pénale en République Centrafricaine

Procédure négociée sans publication préalable

Code Navision : BEL22001-10059

**Délai de dépôt des offres : 23 août 2024, à 10 heures (heure belge)**

## TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Généralités</b> .....	<b>5</b>
1.1	Déroghations aux règles générales d'exécution .....	5
1.2	Pouvoir adjudicateur .....	5
1.3	Cadre institutionnel d'Enabel .....	5
1.4	Règles régissant le marché .....	5
1.5	Confidentialité.....	6
1.6	Obligations déontologiques.....	7
<b>2</b>	<b>Objet et portée du marché</b> .....	<b>8</b>
2.1	Nature du marché.....	8
2.2	Objet du marché.....	8
2.3	Lots .....	8
2.4	Particularités du marché.....	8
2.4.1	Droit de renoncer à la procédure .....	8
2.4.2	Droit d'exclusivité.....	8
2.5	Durée du marché .....	8
2.6	Variantes et options.....	9
2.7	Quantités.....	9
<b>3</b>	<b>Objet et portée du marché</b> .....	<b>10</b>
3.1	Mode de passation .....	10
3.2	Publication semi-officielle .....	10
3.3	Information .....	10
3.4	Détermination des prix.....	10
3.4.1	Mode de détermination des prix .....	10
3.4.2	Éléments inclus dans le prix .....	11
3.4.3	Taxes et autres impositions .....	11
3.5	Introduction et ouverture des offres .....	12
3.5.1	Emploi des langues .....	12
3.5.2	Délai d'engagement de l'offre .....	12
3.5.3	Forme de l'offre .....	12
3.5.4	Dépôt des offres.....	12
3.5.5	Signature de l'offre.....	13
3.5.6	Groupement d'opérateurs .....	14
3.5.7	Documents à joindre à l'offre.....	14
3.5.8	Sélection des soumissionnaires.....	15
3.6	Évaluation des offres.....	15

3.6.1	Aperçu de la procédure.....	15
3.6.2	Critères d'attribution .....	16
3.6.3	Cotation finale .....	17
<b>4</b>	<b>Dispositions contractuelles particulières .....</b>	<b>18</b>
4.1	Fonctionnaire dirigeant (art. 11).....	18
4.2	Sous-traitants (art. 12 à 15) .....	18
4.2.1	Généralités .....	18
4.2.2	Remplacement d'un membre de l'équipe.....	19
4.3	Protection des données à caractère personnel.....	19
4.3.1	Protection des données à caractère personnel par le pouvoir adjudicateur.....	19
4.3.2	Protection des données à caractère personnel par l'adjudicataire .....	19
4.4	Droits intellectuels (art. 19 à 23) .....	20
4.5	Conflits d'intérêts.....	21
4.6	Respect du droit environnemental, social et du travail.....	21
4.7	Tolérance zéro exploitation et abus sexuels.....	21
4.8	Cautionnement (art.25 à 33).....	21
4.9	Modifications du marché.....	22
4.10	Modalités d'exécution (art. 146 es).....	22
4.10.1	Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149).....	22
4.10.1	Assurances.....	22
4.10.2	Vérification des services (art. 150).....	22
4.10.3	Responsabilité du prestataire de services (art. 152-153).....	23
4.10.4	Réception des services exécutés (art. 64-65 et 156) .....	23
4.10.5	Facturation et paiement des services (art. 66 à 72 -160).....	23
4.11	Litiges (art. 73).....	24
<b>5</b>	<b>Termes de référence.....</b>	<b>25</b>
5.1	Contexte général .....	25
5.2	Description des services.....	26
5.2.1	Résultats à atteindre .....	26
5.2.2	Livrables attendus.....	27
5.3	Lieu et durée.....	27
5.4	Profils des experts.....	29
5.5	Rapports.....	29
<b>6</b>	<b>Formulaires d'offre .....</b>	<b>30</b>
6.1	Fiche d'identification.....	30

6.1.1	Entité de droit privé/public ayant une forme juridique.....	30
6.1.2	Sous-traitants.....	31
6.2	Formulaire d'offre - Prix.....	32
6.3	Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion .....	33
6.4	GDPR clauses .....	35
6.5	Documents à remettre – liste exhaustive .....	38

# 1 Généralités

## 1.1 Dérogations aux règles générales d'exécution

Le chapitre « Dispositions contractuelles et administratives particulières » du cahier spécial des charges contient les clauses administratives et contractuelles particulières applicables au présent marché public qui complètent ou précisent l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Dans le présent cahier spécial des charges, il est en outre dérogé à l'article 19 de cet arrêté royal (voir point 4.4 ci-dessous).

## 1.2 Pouvoir adjudicateur

Le présent marché est lancé par Enabel, Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, dont le siège social est situé en Belgique, à 1000 Bruxelles, rue Haute, 147, immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0264.814.354, représentée par Messieurs Jean Van Wetter, Directeur général, et Danny Verspreet, Directeur Finances & IT.

Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. Elle peut, en outre, exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.

## 1.3 Cadre institutionnel d'Enabel

Le cadre institutionnel d'Enabel est régi par les lois suivantes :

- La loi belge du 19 mars 2013 relative à la Coopération au Développement<sup>1</sup> ;
- La loi belge du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société de droit public<sup>2</sup> ;
- La loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de développement, publiée au Moniteur belge du 11 décembre 2017.

## 1.4 Règles régissant le marché

Le marché est soumis au droit belge et est régi par les clauses du présent cahier spécial des charges.

Sans préjudice des autres dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles applicables, et pour autant qu'il n'y soit pas dérogé dans le présent cahier spécial des charges, il est également soumis aux clauses et conditions suivantes :

- La loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics<sup>3</sup> ;

<sup>1</sup> M.B. du 30 décembre 1998, du 17 novembre 2001, du 6 juillet 2012, du 15 janvier 2013 et du 26 mars 2013.

<sup>2</sup> M.B. du 1<sup>er</sup> juillet 1999.

<sup>3</sup> M.B. du 14 juillet 2016.

- La loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions<sup>4</sup> ;
- L'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques<sup>5</sup> ;
- L'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics<sup>6</sup> ;
- Le Code éthique d'Enabel ;
- La Politique d'Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;
- La Politique d'Enabel en matière de maîtrise des risques liés à la fraude et la corruption – juin 2019 ;
- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données, ci-après « RGPD ») ;
- La loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Sont également applicables toutes les modifications ultérieures apportées aux textes précités par des dispositions entrées en vigueur au plus tard la veille du jour ultime pour le dépôt des offres.

L'attention des soumissionnaires est encore attirée sur le fait que leur offre ne peut contenir ni renvoyer à des conditions générales de vente contraires aux dispositions du présent cahier spécial des charges et des textes légaux et réglementaires précités.

La réglementation belge en matière de marchés publics peut être consultée sur le site internet <https://bosa.belgium.be/fr/themes/marches-publics/reglementation>.

La réglementation propre à Enabel peut être consultée sur le site internet <https://www.enabel.be/content/integrity-desk>.

## 1.5 Confidentialité

Le soumissionnaire ou l'adjudicataire et Enabel sont tenus au secret à l'égard des tiers concernant toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre du présent marché et ne transmettront celles-ci à des tiers qu'après accord écrit et préalable de l'autre partie. Il-elles ne diffuseront ces informations confidentielles que parmi les préposé-es concerné-es par la mission. Il-elles garantissent que ces préposé-es seront dûment informé-es de leurs obligations de confidentialité et les respecteront.

**DÉCLARATION DE CONFIDENTIALITÉ D'ENABEL :** Enabel est sensible à la protection de votre vie privée. Nous nous engageons à protéger et à traiter vos données à caractère personnel avec soin, transparence et dans le strict respect de la législation en matière de protection de la vie privée.

---

<sup>4</sup> M.B du 21 juin 2013.

<sup>5</sup> M.B. du 9 mai 2017.

<sup>6</sup> M.B. du 27 juin 2017.

## 1.6 Obligations déontologiques

1.6.1. Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du candidat, du soumissionnaire ou de l'adjudicataire d'autres marchés publics pour Enabel.

1.6.2. Pendant la durée du marché, l'adjudicataire et son personnel respectent les droits humains et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire. Le soumissionnaire ou l'adjudicataire est tenu de respecter les normes fondamentales en matière de travail, convenues au plan international par l'Organisation internationale du Travail (OIT), notamment les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession et sur l'abolition du travail des enfants.

1.6.3. Conformément à la Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels d'Enabel, l'adjudicataire et son personnel ont le devoir de faire montre d'un comportement irréprochable à l'égard des bénéficiaires des projets et de la population locale en général. Il leur convient de s'abstenir de tout acte qui pourrait être considéré comme une forme d'exploitation ou d'abus sexuels et de s'approprier les principes de base et les directives repris dans cette politique.

1.6.4. Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec des concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres et des candidatures entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre.

1.6.5. De plus, afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

1.6.6. L'adjudicataire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels. L'adjudicataire ayant payé des dépenses commerciales inhabituelles est susceptible, selon la gravité des faits observés, de voir son contrat résilié ou d'être exclu de manière permanente.

1.6.7. Conformément à la Politique d'Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels et la Politique d'Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption, les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse [integrity@enabel.be](mailto:integrity@enabel.be).

## **2 Objet et portée du marché**

### **2.1 Nature du marché**

Le présent marché est un marché de services au sens de l'article 2, 21°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

### **2.2 Objet du marché**

Le présent marché porte sur la réalisation d'une analyse sur la gouvernance, y compris le potentiel d'un comité de pilotage, et l'autonomie financière de la Cour Pénale Spéciale (CPS) en République Centrafricaine.

Il porte également sur l'identification des bonnes pratiques d'autres Cours hybrides internationales et sur la formulation de recommandations à la CPS ainsi qu'à l'Union européenne et ses Etats membres afin d'améliorer le fonctionnement de la Cour.

Les services sont plus amplement décrits dans la partie 5 du cahier spécial des charges, intitulée « Termes de référence ».

### **2.3 Lots**

Le présent marché n'est pas divisé en lot.

### **2.4 Particularités du marché**

#### **2.4.1 Droit de renoncer à la procédure**

Conformément à l'article 85 de la loi du 17 juin 2016, l'accomplissement d'une procédure n'implique en rien l'obligation d'attribuer un marché. Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à attribuer le marché, soit refaire la procédure, au besoin selon un autre mode, sans devoir, pour quelque raison que ce soit, payer des indemnités aux soumissionnaires.

#### **2.4.2 Droit d'exclusivité**

La conclusion du présent marché ne confère aucune exclusivité à l'adjudicataire. Pendant la période de validité du présent marché, le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter des prestations identiques ou analogues à celles décrites dans le présent cahier spécial des charges par d'autres prestataires de services ou par ses propres services. L'adjudicataire ne pourra, de ce chef, faire valoir un quelconque droit à dédommagement.

### **2.5 Durée du marché**

Le marché prend cours le premier jour calendrier qui suit le jour où l'adjudicataire a reçu la notification de la conclusion du marché et dure jusqu'au moment où les services sont complètement exécutés.

Enabel estime le nombre de jours de travail à 28, à répartir sur environ 2 mois (entre septembre et octobre 2024).

Le calendrier indicatif du marché est détaillé au point 5.3 du cahier spécial des charges.



L'estimation du nombre de jours de travail et le calendrier indicatif ne lient pas le pouvoir adjudicateur. Le calendrier de la mission devra en effet être adapté sur la base de la disponibilité de la DUE en République Centrafricaine. Un calendrier définitif sera convenu avec l'adjudicataire, conjointement avec la Délégation de l'Union européenne.

Les soumissionnaires remettront un prix global qui couvre l'ensemble des prestations. Dès lors que le prix du marché est forfaitaire, l'adjudicataire n'aura droit à aucun paiement complémentaire pour les jours de travail qui dépasseraient l'estimation de 28 jours.

## **2.6 Variantes et options**

Il n'y a ni variante exigée, ni variante autorisée.

Les variantes libres sont interdites.

Il n'y a ni option exigée, ni option autorisée.

Les options libres sont interdites.

## **2.7 Quantités**

Le présent marché est un marché à prix global. Partant, les soumissionnaires doivent remettre un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations visées par le présent marché.

## **3 Objet et portée du marché**

### **3.1 Mode de passation**

Conformément à l'article 42, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a), de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, le marché est passé par procédure négociée sans publication préalable dès lors que le montant estimé du marché ne dépasse pas 143.000,00 EUR HTVA sur toute sa durée.

### **3.2 Publication semi-officielle**

Le présent marché est publié sur le site web d'Enabel (<https://www.enabel.be/public-procurement/>).

### **3.3 Information**

L'attribution de ce marché est coordonnée par Madame Marie Sculier, Procurement Partner. Aussi longtemps que court la procédure, tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les opérateurs économiques intéressés concernant le présent marché se font exclusivement via cette personne et il est interdit aux opérateurs économiques d'entrer en contact avec le pouvoir adjudicateur d'une autre manière au sujet du présent marché.

Jusqu'à 3 jours ouvrables avant la date ultime de remise des offres, les opérateurs économiques intéressés peuvent poser des questions concernant le cahier spécial des charges et le marché. Les questions doivent être posées par le biais du « forum » accessible sur le site <https://www.publicprocurement.be/>. Le pouvoir adjudicateur publiera les réponses sur le forum, le plus rapidement possible et, au plus tard, 1 jour ouvrable avant l'expiration du délai fixé pour la réception des offres. Il est conseillé aux soumissionnaires de consulter ce forum régulièrement.

Jusqu'à la notification de la décision d'attribution, il ne sera donné aucune information sur l'évolution de la procédure.

Le soumissionnaire est censé introduire son offre en ayant pris connaissance et en tenant compte des rectifications éventuelles concernant le cahier spécial des charges publiées sur la plateforme e-Procurement.

Conformément à l'article 81 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, lorsqu'un opérateur économique découvre dans les documents du marché des erreurs ou des omissions telles qu'elles rendent impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, il les signale immédiatement par écrit au pouvoir adjudicateur. Celui-ci est en tout cas prévenu au plus tard 5 jours avant la date ultime de réception des offres.

### **3.4 Détermination des prix**

#### **3.4.1 Mode de détermination des prix**

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement libellés en EUROS.

Le présent marché est un marché à prix global. Partant, les soumissionnaires doivent remettre un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations visées par le présent marché.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le soumissionnaire lui fournit, préalablement à l'attribution du marché, toutes les indications destinées à lui permettre de vérifier les prix offerts.

La vérification des prix peut comporter toutes vérifications sur pièces comptables et/ou tout contrôle sur place par les agents du pouvoir adjudicateur délégués à cet effet.

### **3.4.2 Eléments inclus dans le prix**

Le prestataire de services est censé avoir inclus dans ses prix unitaires tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée (qui fait l'objet d'un poste distinct dans l'inventaire).

Sont notamment inclus dans les prix :

- Les honoraires (sur terrain et à domicile) ;
- Les Per diems (indemnité journalière) couvrant tous les frais supplémentaires encourus à titre professionnel et consécutifs aux prestations réalisées (logement, repas, boissons, etc.) ;
- Les coûts et frais de personnel ou de matériel nécessaires à l'exécution du marché ;
- La gestion administrative et le secrétariat ;
- Tous les frais de transport et de déplacement (les transports internationaux et nationaux, les navettes/taxis vers ou depuis l'aéroport, etc.) ;
- Les frais de visa et de passeport ;
- Les frais de vaccination ainsi que les frais relatifs aux tests (par exemple, lorsqu'un test Covid est requis) ;
- Les assurances ;
- Le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;
- Les frais de communication (internet compris) ;
- La rémunération à titre de droit d'auteur ;
- Etc.

Cette liste est fournie à titre illustratif et aucunement exhaustif.

### **3.4.3 Taxes et autres impositions**

Le prestataire de services inclut dans ses prix unitaires tous les frais et impositions grevant les services, à l'exception de la TVA.

La TVA fait l'objet d'un poste distinct dans l'inventaire.

Dans le cadre du présent marché, il faut considérer que le preneur de services est basé en Belgique. Les prestations sont donc soumises à :

- La TVA belge pour un prestataire belge ;
- La TVA du pays d'origine du prestataire pour un prestataire faisant partie de l'Union européenne ;
- En principe, sans TVA pour tout prestataire hors Union européenne (sauf si la législation locale en dispose autrement).

Il est utile de rappeler qu'Enabel n'est ni assujettie ni identifiée à la TVA.

Dès lors que le preneur du service est situé en Belgique, la Withholding Tax (retenue à la source) n'est pas d'application dans le cadre du présent marché.

## 3.5 Introduction et ouverture des offres

### 3.5.1 Emploi des langues

Les soumissionnaires peuvent introduire leur offre en français ou en anglais.

### 3.5.2 Délai d'engagement de l'offre

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pour une durée de 90 jours de calendrier, à compter de la date limite de dépôt des offres.

### 3.5.3 Forme de l'offre

Chaque soumissionnaire ne peut introduire qu'une seule offre.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que leur offre ne peut contenir ni renvoyer à des conditions générales ou particulières. Si tel est le cas, l'offre pourra être considérée comme entachée d'une cause d'irrégularité matérielle et le pouvoir adjudicateur pourra l'écartier pour ce seul motif.

### 3.5.4 Dépôt des offres

**Les soumissionnaires sont tenus de compléter les formulaires d'offre joints au présent cahier spécial des charges (point 6). A défaut d'utiliser ces formulaires, ils supportent l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'ils ont utilisés et lesdits formulaires.**

Le pouvoir adjudicateur impose l'utilisation de la plate-forme fédérale e-Procurement (<https://www.publicprocurement.be/>) pour l'introduction des offres. Cette plate-forme respecte les conditions de l'article 14 de la loi du 17 juin 2016.

Afin de créer votre compte, il suffit de suivre les 2 étapes suivantes :

1. S'enregistrer comme nouvel utilisateur : [https://bosa.service-now.com/eprocurement?id=kb\\_article\\_view&sys\\_kb\\_id=6eaa49c91bcd31143ff06421b24bc8](https://bosa.service-now.com/eprocurement?id=kb_article_view&sys_kb_id=6eaa49c91bcd31143ff06421b24bc8)
2. Enregistrer votre entreprise : [https://bosa.service-now.com/eprocurement?id=kb\\_article\\_view&sysparm\\_article=KB0010734](https://bosa.service-now.com/eprocurement?id=kb_article_view&sysparm_article=KB0010734)

Concernant les instructions relatives à la soumission des offres, veuillez consultez le lien suivant : <https://bosa.belgium.be/fr/applications/e-procurement>

**Les offres doivent être introduites sur la plate-forme au plus tard le 23 août 2024, à 10 heures.**

Il y a lieu de remarquer que l'envoi d'une offre par courrier électronique ne répond pas à ces conditions. L'offre ne peut davantage être introduite sur papier.

Par le seul fait de présenter une offre totalement ou partiellement par des moyens électroniques, le soumissionnaire accepte que les données découlant du fonctionnement du dispositif de réception de son offre soient enregistrées.

Plus d'informations peuvent être obtenues sur le site : <https://www.publicprocurement.be/> ou via le numéro de téléphone de l'helpdesk du service e-Procurement : (+32) (0) 2 740 80 00 ou l'adresse électronique [e.proc@publicprocurement.be](mailto:e.proc@publicprocurement.be).

Le soumissionnaire ne doit pas signer individuellement l'offre et ses annexes au moment où ces dernières sont chargées sur la plateforme. Conformément à l'article 42, § 3, de l'arrêté royal du 18 avril 2017, **ces documents sont signés de manière globale par l'apposition d'une signature électronique qualifiée OU d'une signature manuelle sur le rapport de dépôt y afférent. Les soumissionnaires choisissent entre ces deux méthodes de signature. Les soumissionnaires joignent en outre à leur offre les statuts, le mandat ou tout autre document de nature à démontrer que le signataire du rapport de dépôt est compétent pour engager le soumissionnaire vis-à-vis des tiers.**

#### ATTENTION

**Avant d'introduire leur offre, il est conseillé aux soumissionnaires de tester la procédure de dépôt des offres via le site de e-Procurement.**

**De plus amples d'informations se trouvent sur le site : <http://www.publicprocurement.be>**

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire s'engage à respecter les clauses contenues dans le présent cahier spécial des charges. Les propositions présentées par le soumissionnaire en réponse aux clauses contractuelles ou aux questions complémentaires posées par le pouvoir adjudicateur constituent des engagements de sa part. Le contenu de son offre fera d'ailleurs partie intégrante du contrat de même que les précisions qu'il donnera aux demandes d'éclaircissements qui lui seront éventuellement adressées.

Du fait du dépôt de l'offre, le soumissionnaire reconnaît également avoir obtenu tous les renseignements qu'il désirait et avoir établi son offre en toute connaissance de cause, rien ne lui étant vague ou inconnu.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelle information est confidentielle et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

En déposant son offre, le soumissionnaire reconnaît :

- Avoir pris connaissance de tous les documents du marché ;
- Être conscient de la portée et des spécificités de l'exécution du marché ;
- Avoir reçu tous les renseignements souhaités ;
- Avoir formulé toutes les remarques et avoir posé toutes les questions qu'il estimait nécessaires, tant pour l'établissement et l'introduction de son offre que pour l'exécution concrète du marché ;
- Ne pas avoir découvert de fautes et/ou défauts dans les documents du marché qui, de par leur nature, rendraient le calcul du prix et la comparaison des offres impossibles ;
- Avoir calculé le prix de son offre en toute connaissance de cause ;
- Avoir calculé le montant de son offre, en tenant compte de cette connaissance du marché et avec les moyens qu'il convient d'affecter à sa parfaite exécution ;
- Accepter toutes les clauses des présents documents du marché, même si elles divergent de ses propres conditions de facturation et/ou de vente (lorsque le soumissionnaire indique d'autres conditions de facturation et/ou de vente, celles-ci ne seront pas d'application).

### 3.5.5 Signature de l'offre

Le soumissionnaire ne doit pas signer individuellement l'offre et ses annexes au moment où ces dernières sont chargées sur la plateforme. **Conformément à l'article 42, § 3, de l'arrêté royal du 18 avril 2017, ces documents sont signés de manière globale par l'apposition d'une signature électronique qualifiée OU d'une signature manuelle sur le rapport de dépôt y afférent. Les soumissionnaires choisissent entre ces deux méthodes de signature. Les soumissionnaires joignent en outre**

**à leur offre les statuts, le mandat ou tout autre document de nature à démontrer que le signataire du rapport de dépôt est compétent pour engager le soumissionnaire vis-à-vis des tiers.**

Les modifications à une offre qui interviennent après la signature du rapport de dépôt ainsi que son retrait donnent lieu à l'envoi d'un nouveau rapport de dépôt qui doit être signé par le biais d'une signature électronique qualifiée OU d'une signature manuelle.

L'objet et la portée des modifications doivent être indiqués avec précision.

Le retrait doit, quant à lui, être pur et simple.

Les documents, y compris les annexes, ainsi que toute rature ou surcharge qui serait de nature à influencer les conditions du marché sont signés par le soumissionnaire ou son mandataire.

En cas de recours à un ou plusieurs mandataire(s), ce(s) dernier(s) joindra (joindront) également à son (leur) offre l'acte authentique ou sous seing privé qui lui (leur) accorde ces pouvoirs ou une copie attestant la conformité de sa (leur) procuration à l'original. Il(s) peu(ven)t se borner à indiquer le numéro des annexes au Moniteur Belge qui a publié ses (leurs) pouvoirs.

Pour la procédure de signature électronique qualifiée, nous vous invitons à consulter le lien suivant : [Entreprises - Signer votre offre/demande de participation \(service-now.com\)](http://service-now.com).

### **3.5.6 Groupement d'opérateurs**

Lorsque l'offre est remise par un groupement d'opérateurs économiques, l'offre contient les informations suivantes :

- La désignation d'un opérateur, membre du groupement, en vue de représenter ce groupement à l'égard du pouvoir adjudicateur ;
- La preuve d'un engagement solidaire entre les membres du groupement ;  
Pour chaque opérateur membre du groupement, l'indication du nom, prénom, qualité ou profession, nationalité et domicile ou, pour une personne morale, la raison sociale ou dénomination, sa forme, sa nationalité, son siège social, son adresse e-mail et son numéro d'entreprise.

### **3.5.7 Documents à joindre à l'offre**

L'offre doit être accompagnée des pièces ou informations suivantes :

- 1. Le formulaire intitulé « Identification des soumissionnaires » (point 6.1 du cahier spécial des charges) ;**
- 2. Le formulaire intitulé « Formulaire d'offre – Prix » (point 6.2 du cahier spécial des charges) ;**
- 3. La déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion (point 6.3 du cahier spécial des charges) ;**
- 4. Les statuts, le mandat ou tout autre document de nature à établir la compétence du signataire du rapport de dépôt de l'offre ;**
- 5. Les documents et éléments permettant d'apprécier les critères d'attribution (point 3.6.2 du cahier spécial des charges) ;**

- 6. Les documents et éléments permettant de démontrer que les experts proposés rencontrent les exigences minimales fixées au point 5.4 du cahier spécial des charges ;**
- 7. Un extrait de casier judiciaire récent (c'est-à-dire, datant de moins de 3 mois).**

### **3.5.8 Sélection des soumissionnaires**

Les motifs d'exclusion obligatoires et facultatifs sont renseignés en annexe du présent cahier spécial des charges.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion figurant aux articles 67 à 70 de la loi du 17 juin 2016 et aux articles 61 à 64 de l'arrêté royal du 18 avril 2017.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera l'exactitude de cette déclaration sur l'honneur dans le chef du soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée.

A cette fin, il demandera au soumissionnaire concerné par les moyens les plus rapides et endéans le délai qu'il détermine de fournir les renseignements ou documents permettant de vérifier sa situation personnelle.

Le pouvoir adjudicateur demandera lui-même les renseignements ou documents qu'il peut obtenir gratuitement par des moyens électroniques auprès des services qui en sont les gestionnaires.

## **3.6 Évaluation des offres**

### **3.6.1 Aperçu de la procédure**

Dans une première phase, les offres introduites par les soumissionnaires sélectionnés seront examinées sur le plan de la régularité formelle et matérielle.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire régulariser les irrégularités dans l'offre des soumissionnaires durant les négociations.

Dans une seconde phase, les offres régulières formellement et matériellement seront examinées sur le plan du fond par une commission d'évaluation. Le pouvoir adjudicateur pourra limiter le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attributions précisés dans les documents du marché.

Ensuite vient la phase des négociations. Le pouvoir adjudicateur peut négocier avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures que ceux-ci ont présentées, à l'exception des offres finales, en vue d'améliorer leur contenu. Les exigences minimales et les critères d'attribution ne font pas l'objet de négociations. Cependant, le pouvoir adjudicateur peut également décider de ne pas négocier. Dans ce cas l'offre initiale vaut comme offre définitive.

Lorsque le pouvoir adjudicateur entend conclure les négociations, il en informera les soumissionnaires restant en lice et fixera une date limite commune pour la présentation d'éventuelles BAFO (Best And Final Offer). Après la clôture des négociations, les BAFO seront confrontées aux critères d'attribution. Le soumissionnaire dont la BAFO régulière est économiquement la plus avantageuse sera désigné comme adjudicataire pour le présent marché.

Les BAFO des soumissionnaires avec lesquels des négociations ont été menées seront examinées du point de vue de leur régularité. Les BAFO irrégulières seront exclues.

Seules les BAFO régulières seront prises en considération pour être confrontées aux critères d'attribution.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de revoir la procédure énoncée ci-dessus dans le respect du principe d'égalité de traitement et de transparence.

### **3.6.2 Critères d'attribution**

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre sélectionnée et régulière économiquement la plus avantageuse en tenant compte des critères d'attribution ci-dessous :

#### **Premier critère d'attribution – Le prix (20 points)**

Les soumissionnaires remplissent le formulaire d'offre visé au point 6.2 du cahier spécial des charges et indique **le prix global forfaitaire proposé pour l'ensemble des prestations faisant l'objet du marché.**

L'offre présentant le prix global forfaitaire le plus bas obtient le maximum de points.

Pour les autres offres, le critère sera évalué sur la base de la règle de proportionnalité suivante :

$$B = [P(+bas) / P(offre)] \times Z$$

où :

- B = le nombre de points obtenus par l'offre examinée ;
- P(+bas) = le montant de l'offre régulière la plus basse ;
- P(offre) = le montant de l'offre examinée ;
- Z = la pondération pour le critère prix.

Les prix s'entendent TVAC.

#### **Deuxième critère d'attribution – La méthodologie (30 points)**

Les soumissionnaires joignent à leur offre une note méthodologique (de 2 à 5 pages maximum) détaillant la compréhension des termes de référence et des enjeux de la mission, la manière de collaborer (collaboration entre les deux experts proposés) et la prise en compte de l'inclusion.

Le pouvoir adjudicateur analysera, plus particulièrement, les éléments suivants :

- Mise en évidence des défis de la mission (10 points) ;
- Prise en compte du contexte politique et judiciaire de la République Centrafricaine et la Cour Pénale Spéciale (10 points) ;
- Prise en compte de la manière de travailler avec les différentes parties prenantes de cette mission et, les outils utilisés (10 points).

#### **Troisième critère d'attribution – La qualité et la pertinence de l'expertise (50 points)**

Les soumissionnaires joignent à leur offre les Curriculum Vitae des deux experts proposés.



### Premier sous-critère d'attribution - Expert 1 (50 points)

Le pouvoir adjudicateur analysera, plus particulièrement, les éléments suivants :

- Expérience professionnelle juridique de l'expert (20 points) ;
- Expérience professionnelle en lien avec le secteur de la gouvernance ou de la justice dans les pays de l'Afrique centrale (15 points) ;
- Expérience professionnelle avec les acteurs européens ou donateurs internationales soutenant le secteur de la justice (10 points) ;
- Compréhension pertinente des organisations internationales, de leurs dynamiques et des systèmes de cours pénales spéciales (5 points).

### Deuxième sous-critère d'attribution - Expert 2 (50 points)

Le pouvoir adjudicateur analysera, plus particulièrement, les éléments suivants :

- Expérience professionnelle en évaluation de la gestion budgétaire des institutions juridiques (25 points) ;
- Expérience professionnelle avec les donateurs et acteurs internationaux (UE, ONU) (15 points)
- Expérience professionnelle pertinente dans les pays de l'Afrique centrale (10 points).

Les cotes obtenues par les soumissionnaires pour les deux sous-critères seront additionnées et le total sera ensuite ramené sur 50 points.

**Le pouvoir adjudicateur souligne que les experts proposés doivent répondre aux exigences minimales fixées au point 5.4 du présent cahier spécial des charges.**

### **3.6.3 Cotation finale**

Les cotations pour les critères d'attribution seront additionnées. Le marché sera attribué au soumissionnaire qui obtient la cotation finale la plus élevée, après que le pouvoir adjudicateur aura vérifié, à l'égard de ce soumissionnaire, l'exactitude de la déclaration sur l'honneur et à condition que le contrôle ait démontré que la déclaration sur l'honneur corresponde à la réalité.

Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des attributaires de ses marchés. Par l'introduction de son offre, l'adjudicataire du marché se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité, ainsi que le montant du contrat.

## 4 Dispositions contractuelles particulières

Le présent chapitre contient les clauses administratives et contractuelles particulières applicables au présent marché public qui complètent ou précisent l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Dans le présent cahier spécial des charges, il est en outre dérogé à l'article 19 de cet arrêté royal (voir point 4.4 ci-dessous).

### 4.1 Fonctionnaire dirigeant (art. 11)

Le fonctionnaire dirigeant est Madame Mia SICHELKOW, ([mia.sichelkow@enabel.be](mailto:mia.sichelkow@enabel.be)), Intervention Manager du projet Team Europe Democracy.

Une fois le marché conclu, le fonctionnaire dirigeant est l'interlocuteur principal du prestataire de services. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce cahier spécial des charges.

Le fonctionnaire dirigeant est responsable du suivi de l'exécution du marché.

Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des services, des états d'avancements et des décomptes. Il peut ordonner toutes les modifications au marché qui se rapportent à son objet et qui restent dans ses limites.

Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé au point Le pouvoir adjudicateur.

Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à modifier les modalités (p. ex., délais d'exécution, ...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans le cahier spécial des charges et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

### 4.2 Sous-traitants (art. 12 à 15)

#### 4.2.1 Généralités

Sauf accord expresse et préalable du pouvoir adjudicateur, le prestataire ne peut confier tout ou partie de la mission décrite dans le présent cahier spécial des charges à un autre sous-traitant que celui annoncé dans son offre.

Lorsque tout ou une partie des services du marché est confiée à un ou plusieurs sous-traitants, l'adjudicataire reste, dans tous les cas, seul responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

L'adjudicataire en assume la direction, la coordination et supporte le coût de leurs honoraires ainsi que tous les frais annexes.

L'adjudicataire transmet, au plus tard au début de l'exécution du marché, les informations suivantes au pouvoir adjudicateur : le nom, les coordonnées et les représentants légaux de

tous les sous-traitants, quelle que soit la mesure dans laquelle ils participent à la chaîne de sous-traitance et quelle que soit leur place dans cette chaîne. L'adjudicataire est tenu, pendant toute la durée du marché, de porter sans délai à la connaissance du pouvoir adjudicateur tout changement relatif à ces informations ainsi que des informations requises pour tout nouveau sous-traitant qui participerait ultérieurement à ces services.

Il est interdit à un sous-traitant de sous-traiter à un autre sous-traitant la totalité du marché qui lui a été confié.

#### **4.2.2 Remplacement d'un membre de l'équipe**

L'adjudicataire peut proposer le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée à l'exécution du marché sous réserve des conditions et modalités suivantes.

L'adjudicataire soumet au fonctionnaire dirigeant du contrat le Curriculum Vitae de l'expert-e proposé-e et l'accord de ce-tte dernier-ère pour effectuer des prestations pour le compte de l'opérateur économique en question.

L'expert-e proposé-e doit posséder des compétences similaires et satisfaire aux spécifications mentionnées dans la partie 5 - Termes de référence.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou de refuser le nouveau ou la nouvelle expert-e et ce, même s'il ou elle satisfait à cette condition.

En cas de non-acceptation du ou de la nouvel-le expert-e, l'adjudicataire peut soit conserver l'un-e des expert-es initialement proposés-es, soit proposer un nouveau profil.

### **4.3 Protection des données à caractère personnel**

#### **4.3.1 Protection des données à caractère personnel par le pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel d'offre avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, le pouvoir adjudicateur agira conformément à cette législation.

#### **4.3.2 Protection des données à caractère personnel par l'adjudicataire**

##### Protection des données à caractère personnel par l'adjudicataire en sa qualité de sous-traitant

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur exclusivement au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, dans le seul but d'effectuer les prestations conformément aux dispositions du cahier des charges ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30

juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Les données à caractère personnel qui seront traitées sont confidentielles. L'adjudicataire limitera dès lors l'accès aux données au personnel strictement nécessaires à l'exécution, à la gestion et au suivi du marché.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur déterminera les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur sera responsable du traitement et l'adjudicataire sera son sous-traitant, au sens de l'article 28 du RGPD.

L'exécution de traitements en sous-traitance doit être régie par un contrat ou un acte juridique qui lie le sous-traitant au responsable du traitement et qui prévoit notamment que le sous-traitant n'agit que sur instruction du responsable du traitement et que les obligations de confidentialité et de sécurité concernant le traitement des données à caractère personnel incombent également au sous-traitant (Article 28 §3 du RGPD).

À cette fin, le soumissionnaire accepte, en soumettant son offre, de se conformer aux obligations détaillées dans l'annexe 6.4 du présent cahier spécial des charges.

#### **4.4 Droits intellectuels (art. 19 à 23)**

Le pouvoir adjudicateur acquiert les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le présent marché est un marché à bons de commande par lequel l'adjudicataire reconnaît céder au pouvoir adjudicateur tous les droits économiques relatifs aux droits d'auteur sur toutes les œuvres faisant l'objet du marché (y compris les textes, documents, graphiques joints ou incorporés au marché, tous les travaux préparatoires, etc.) qui sont de sa main ou de celle de son équipe. Si elles sont l'œuvre de tiers, l'adjudicataire garantit qu'il en a acquis tous les droits d'exclusivité et qu'il peut les céder au pouvoir adjudicateur.

Les coûts de cession de ces droits pour tous les modes et formes d'exploitation qui sont cédés sont entièrement inclus dans les prix du marché.

Le prestataire de services ne peut prétendre à aucune indemnité particulière, compensation ou dommages-intérêts pour l'utilisation, dans le cadre de l'exécution du présent marché, de brevets, de licences, de droits d'auteur, etc., pour lequel il est supposé qu'il a pris en compte les charges résultant d'une telle utilisation lors de l'élaboration de son offre.

Il est en outre précisé que le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas tenu de payer quoi que ce soit à un tiers détenteur (et/ou exploitant) d'un brevet, d'une licence, etc. utilisé pour l'exécution du présent marché. Le prestataire de services retenu est dans tous les cas seul responsable de ses propres processus d'exécution, même si les exigences du présent contrat n'indiquent qu'indirectement que l'utilisation d'un brevet, d'une licence, etc. est nécessaire à la bonne exécution des services faisant l'objet du présent cahier spécial des charges.

En résumé, les droits de brevet, les licences, les redevances, les droits d'auteur ou les frais divers sont à la charge de l'adjudicataire, qui reste seul responsable en cas de réclamation éventuelle.

## **4.5 Conflits d'intérêts**

Dans le cadre de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet ('revolving doors'), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le soumissionnaire s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs (internes ou externes) du pouvoir adjudicateur, dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ à la retraite ou tout autre type de départ du pouvoir adjudicateur, d'une quelconque manière, directement ou indirectement, pour l'élaboration et/ou l'introduction de son offre ou toute autre intervention dans le cadre de la procédure de passation, ainsi que pour certaines tâches à réaliser dans le cadre de l'exécution du présent marché.

La disposition qui précède ne s'applique toutefois que lorsqu'un lien direct existe entre les précédentes activités prestées pour le pouvoir adjudicateur par la ou les personnes concernées et ses/leurs activités dans le cadre du présent marché.

Toute infraction à cette mesure pouvant être de nature à fausser les conditions normales de la concurrence est passible d'une sanction conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. Concrètement, cette sanction consiste, selon le cas, soit à écarter l'offre, soit à résilier le marché.

## **4.6 Respect du droit environnemental, social et du travail**

L'adjudicataire est tenu de respecter et de faire respecter par toute personne agissant en qualité de sous-traitant à quelque stade que ce soit et par toute personne mettant du personnel à disposition pour l'exécution du marché actuel, toutes les obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établies par le droit de l'Union européenne, le droit national, les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail énumérées à l'annexe II de la loi du 17 juin relative aux marchés publics.

## **4.7 Tolérance zéro exploitation et abus sexuels**

En application de sa Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de juin 2019, Enabel applique une tolérance zéro en ce qui concerne l'ensemble des conduites fautives ayant une incidence sur la crédibilité professionnelle du soumissionnaire.

En cas de violation, le pouvoir adjudicateur peut imposer une amende forfaitaire pour chaque infraction, pouvant aller jusqu'à trois fois le montant obtenu en ajoutant les valeurs (estimées) de l'avantage offert à l'employé et de l'avantage que le contractant espérait obtenir en offrant cet avantage à l'employé.

Le pouvoir adjudicateur décidera de l'application et du montant de cette amende.

Cette clause s'applique indépendamment des mesures prévues par l'arrêté royal du 14 janvier 2013, à savoir, notamment, la résiliation unilatérale du marché et/ou l'exclusion pour une durée déterminée dans le cadre des futurs marchés lancés par pouvoir adjudicateur.

## **4.8 Cautionnement (art.25 à 33)**

Pour ce marché, un cautionnement n'est pas exigé.

## **4.9 Modifications du marché**

Aux termes des articles 38 et suivants de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, il est prévu que les marchés ne peuvent être modifiés sans nouvelle procédure de passation, sauf dans les cas prévus aux articles 38/1 (services complémentaires), 38/2 (événements imprévisibles dans le chef du pouvoir adjudicateur), 38/3 (remplacement de l'adjudicataire), 38/4 (modifications de minime importance) et 38/5 et 38/6 (modifications non substantielles).

Le présent cahier spécial des charges prévoit en outre, les clauses de réexamen suivantes :

- Impositions ayant une incidence sur le montant du marché (art. 38/8) ;
- Circonstances imprévisibles au détriment de l'adjudicataire (art. 38/9) ;
- Circonstances imprévisibles en faveur de l'adjudicataire (art. 38/10) ;
- Faits du pouvoir adjudicateur et de l'adjudicataire (art. 38/11) ;
- Indemnités à la suite des suspensions ordonnées par le pouvoir adjudicateur et incidents durant la procédure (art. 38/12).

Une décision de l'État belge de mettre un terme à la coopération avec le pays partenaire est considérée comme une circonstance imprévisible au sens du présent article. En cas de suspension ou d'arrêt des activités par l'État belge, impliquant de la sorte le financement du présent marché, Enabel mettra en œuvre des moyens raisonnables pour obtenir un montant maximal de dommages et intérêts.

## **4.10 Modalités d'exécution (art. 146 es)**

### **4.10.1 Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149)**

Les services seront exécutés en ligne et à Bangui.

### **4.10.1 Assurances**

L'adjudicataire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail et sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers lors de l'exécution du marché.

Dans un délai de trente jours à compter de la conclusion du marché l'adjudicataire justifie qu'il a souscrit ces contrats d'assurance au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie requise par les documents du marché.

A tout moment durant l'exécution du marché, l'adjudicataire produit cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur.

Les franchises imposées par l'assureur à l'adjudicataire restent pour le compte de ce dernier et ne sont pas opposables au pouvoir adjudicateur.

### **4.10.2 Vérification des services (art. 150)**

Si pendant l'exécution des services, des anomalies sont constatées, ceci sera immédiatement notifié à l'adjudicataire par un fax ou par un message e-mail, qui sera confirmé par la suite au moyen d'une lettre recommandée. L'adjudicataire est tenu de recommencer les services exécutés de manière non conforme.

Le prestataire de services avise le fonctionnaire dirigeant par envoi recommandé ou envoi électronique assurant la date exacte de l'envoi, à quelle date les prestations peuvent être contrôlées.

### **4.10.3 Responsabilité du prestataire de services (art. 152-153)**

Le prestataire de services assume la pleine responsabilité des fautes et manquements présentés dans les services fournis.

Par ailleurs, le prestataire de services garantit le pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution des services ou de la défaillance du prestataire de services.

### **4.10.4 Réception des services exécutés (art. 64-65 et 156)**

Les services seront suivis de près pendant leur exécution par le fonctionnaire dirigeant.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de la fin totale ou partielle des services, constatée conformément aux modalités fixées dans les documents du marché, pour procéder aux formalités de réception et en notifier le résultat au prestataire de services. Ce délai prend cours pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la liste des services prestés ou de la facture. A l'expiration du délai de trente jours qui suivent le jour fixé pour l'achèvement de la totalité des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal de réception ou de refus de réception du marché.

Lorsque les services sont terminés avant ou après cette date, il appartient au prestataire de services d'en donner connaissance par lettre recommandée au fonctionnaire dirigeant et de demander, par la même occasion, de procéder à la réception. Dans les trente jours qui suivent le jour de la réception de la demande du prestataire de services, il est dressé selon le cas un procès-verbal de réception ou de refus de réception.

La réception visée ci-avant est définitive.

### **4.10.5 Facturation et paiement des services (art. 66 à 72 -160)**

L'adjudicataire envoie les factures à l'adresse suivante:

Enabel  
Att. Madame Mia SICHELKOW  
Rue Haute, 147  
1000 Bruxelles  
Belgique

Conformément à la Directive 2014/55/UE et l'Arrêté-Royal du 9 mars 2022 sur les marchés publics précisant l'obligation des entreprises de recourir à la facturation électronique, l'adjudicataire devra utiliser un système de facturation électronique.

Dans le cas d'un adjudicataire enregistré à la Banque Carrefour des Entreprises (BCE) en Belgique, celui-ci peut utiliser le portail belge [Mercurius](#) permettant de recevoir les factures électroniques conformément aux normes et règles en vigueur.

Dans le cas d'un adjudicataire non-belge, celui-ci peut utiliser l'un des points d'accès certifiés du réseau international [Peppol](#). Pour accéder à la liste de ces fournisseurs de services offrant l'utilisation de ces points d'accès : <https://peppol.org/members/peppol-certified-service-providers/>.

Seuls les services exécutés de manière correcte pourront être facturés.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de la fin des services, constatée conformément aux modalités fixées dans les documents du marché, pour procéder aux formalités de réception technique et de réception provisoire et en

notifier le résultat au prestataire de services.

Le paiement du montant dû au prestataire de services doit intervenir dans le délai de paiement de trente jours à compter de l'échéance du délai de vérification ou à compter du lendemain du dernier jour du délai de vérification si ce délai est inférieur à trente jours. Et pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la facture régulièrement établie.

Lorsque les documents du marché ne prévoient pas une déclaration de créance séparée, la facture vaut déclaration de créance.

La facture doit être libellée en EURO.

La durée du marché est inférieure à 2 mois (nombre de jours de travail estimé à 28 jours) de sorte qu'aucune avance ne sera versée à l'adjudicataire, conformément à l'article 12/1, 3<sup>ème</sup> alinéa, 5°, de la loi du 17 juin 2016.

#### **4.11 Litiges (art. 73)**

Le présent marché doit être exécuté et interprété conformément au droit belge.

Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer le bon déroulement du marché.

En cas de litige ou de divergence d'opinions entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire, les deux parties se concerteront dans le but de trouver une solution.

À défaut d'accord, les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont seuls compétents pour trouver une solution. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.

Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités nécessaires à l'exécution de ce marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts par des tiers à cet égard.

En cas de « litige », c'est-à-dire d'action en justice, la correspondance devra (également) être envoyée à l'adresse suivante :

Enabel  
Global Procurement Services  
A l'attention de Madame Inge Janssens  
Rue Haute, 147  
1000 Bruxelles  
Belgique



## 5 Termes de référence

### 5.1 Contexte général

Dans le contexte actuel de polarisation politique et de fracture sociale, il s'avère impérieux de (re)nouer des alliances sur la démocratie et le soutien à la démocratie. Cela nécessite une approche « Team Europe » audacieuse et inclusive. L'Union européenne (UE) et les États membres se sont engagés à créer des synergies et des coalitions protégeant ou améliorant leurs interventions et leur impact dans les domaines de la gouvernance démocratique.

Team Europe Democracy (TED) est une initiative globale de la Commission européenne (CE) et de 14 États membres de l'UE, qui vise à promouvoir et protéger la démocratie et les droits de l'homme dans le monde entier, en renforçant la coordination et la complémentarité des interventions européennes dans trois domaines prioritaires : (i) redevabilité et État de droit, (ii) participation politique et citoyenne, et (iii) médias et numérique.

La GIZ (l'Agence allemande de développement) et Enabel (l'Agence belge de développement) soutiennent l'initiative TED en étroite collaboration avec la DG Partenariats internationaux de la Commission européenne. Ensemble, la GIZ et Enabel constitue le Secrétariat TED. Le Secrétariat TED appuie le travail des Délégations de l'UE (DUE) sur les thèmes précités dans le cadre d'une Team Europe composée d'expert-es qualifié-es qui fourniront des solutions sur mesure en matière de soutien à la démocratie et feront le point sur les enseignements tirés par un large éventail d'acteurs européens et d'autres acteurs partageant les mêmes idées.

Depuis son indépendance en 1960, la République Centrafricaine (RCA) a connu de nombreux coups d'états militaires. Le dernier coup d'état a été mené par François Bozizé en 2003. Des groupes rebelles appelés « Seleka », originaires du Tchad et du Soudan, ont tenté de renverser le président Ange-Félix Pattasé. En réponse à cela et aux violations perpétrées par ce groupe, une milice chrétienne d'autodéfense appelée « Anti-balaka » a émergé, menant à une véritable guerre civile. Après une période de transition, le président Faustin Archange Touadéra a été élu en 2016. Plusieurs accords de paix ont été proposés à diverses factions, et des discussions se poursuivent entre les autorités, les Nations Unies et les groupes armés<sup>7</sup> concernant l'accord politique de paix et de réconciliation. Selon l'Indice Mo Ibrahim, l'état de droit en République centrafricaine décline régulièrement depuis 2019.

En 2015, la Loi organique n° 15-003 du 3 juin 2015 a permis au pays de créer une Cour pénale spéciale (CPS) dont le mandat est d'enquêter, de poursuivre et de juger les violations graves des droits de l'homme et les violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de la République centrafricaine depuis le 1er janvier 2003.

La CPS collabore avec la Cour Pénale Internationale et, dans une certaine mesure, avec les juridictions ordinaires centrafricaines. La CPS est censée fonctionner de manière indépendante et impartiale, comme tout autre organe judiciaire. La CPS a un statut hybride, comprenant des juges nationaux et internationaux. Cette composition internationale s'étend à d'autres rôles clés tels que le greffe, le procureur en chef, deux procureurs, des avocats, etc. Le fonctionnement de la Cour est financé par des donateurs externes, les contributeurs internationaux les plus importants étant les Nations Unies (MINUSCA et PNUD), les États-Unis, la Suisse et l'Union européenne ainsi que ses États membres.

Les États membres de l'Union européenne suivants soutiennent la Cour Pénale Spéciale :

- La Belgique avec la nomination d'un juge à la Chambre préliminaire<sup>8</sup>.

<sup>7</sup> UN Peacekeeping. Des avancées dans le processus de paix en RCA, October 2023. Acces [link](#)

<sup>8</sup> MINUSCA, CAR Special Criminal Court (SCC) now fully operational, June 2021. Access [link](#)

- La France avec la nomination d'un juge à la Chambre d'appel et des contributions financières ;
- Les Pays-Bas avec des contributions financières<sup>9</sup> ;
- L'Allemagne avec la nomination d'un juge à la Chambre d'appel jusqu'en 2023 et la nomination d'un greffier en chef adjoint<sup>10</sup>.

À la fin de 2023, la CPS a entamé son deuxième mandat de cinq ans. Elle a terminé un procès. Un deuxième procès a débuté en décembre 2023 dans l'affaire « Le Procureur Spécial contre Azor Kalité et consorts », connue sous le nom de "Ndélé 1"<sup>11</sup>. La CPS détient actuellement 40 personnes (23 affaires sont en cours d'instruction, dont 6 initiées directement par des parties civiles). De plus, la CPS a émis publiquement un mandat d'arrêt contre l'ancien président François Bozizé en avril 2024, pour plusieurs chefs de crimes contre l'humanité prétendument commis pendant sa présidence.<sup>12</sup>

Amnesty International mentionne les nombreux défis auxquels la CPS est confrontée, tels que l'ingérence du gouvernement national et le manque d'indépendance vis-à-vis des Nations Unies, notamment en termes d'autonomie financière<sup>13</sup>. D'autres cours pénales spéciales ont rencontré des défis similaires à ceux de la CPS en République centrafricaine.

Afin d'améliorer la gouvernance et l'autonomie financière de la CPS, le Secrétariat TED soutiendra la DUE dans l'analyse, d'une part, (1) d'un éventuel comité de pilotage pour la CPS, en tenant compte de sa structure et des parties prenantes pertinentes, et d'autre part, (2) des capacités de gestion budgétaire de la CPS. Des bonnes pratiques concernant la gouvernance et l'autonomie financière d'autres Cours pénales spéciales hybrides similaires seront mises en évidence. Des recommandations concrètes seront ensuite fournies à la CPS, ainsi que des suggestions pour un soutien conjoint DUE - États membres, afin de soutenir le processus.

## 5.2 Description des services

### 5.2.1 Résultats à atteindre

Les prestataires seront chargés de :

#### (1) Analyser la gouvernance et le potentiel d'un comité de pilotage pour la CPS

Cette analyse comprend, de manière non exhaustive :

- Analyse du cadre de gouvernance actuel de la CPS ;
- Analyse des bonnes pratiques d'autres cours pénales spéciales hybrides similaires, telles que, mais sans s'y limiter, celles du Cambodge, Liban ;
- Proposition d'une structure adéquate de comité de pilotage, décrivant le mandat, les objectifs, les acteurs clés pertinents, leurs rôles et responsabilités, ainsi que l'opérationnalisation ;
- Recommandations spécifiques sur la structuration et la mise en œuvre d'un tel comité de pilotage.

<sup>9</sup> Human Rights Watch, Central African Republic: first trial at the Special Criminal Court, April 2022. Access [link](#)

<sup>10</sup> CPS RCA, La CPS en chiffres. Acces [link](#)

<sup>11</sup> <https://cpsrca.cf/actualite/ouverture-du-deuxieme-proces-de-la-cps-dans-l-affaire-le-procureur-special-contre-azor-kalite-et-consorts-ce-mardi-05-decembre-2023-a-10h00-77/>

<sup>12</sup> Human Rights Watch, Arrest Warrant Issued for Former Central African Republic President, May 2024. Access [link](#)

<sup>13</sup> Amnesty International, Centrafrique : A l'aube de son second mandat, la Cour pénale spéciale accueille espoirs et frustrations, October 2023. Acces [link](#)

## (2) Analyser la capacité de gestion budgétaire de la CPS

Cette analyse comprend, de manière non exhaustive :

- Analyse de la capacité actuelle de la CPS à gérer les flux financiers, y compris la planification, l'allocation, l'engagement et le suivi des dépenses ;
- Évaluation des besoins du greffe en matière d'expertise en gestion financière ;
- Analyse des meilleures pratiques des autres cours pénales spéciales hybrides concernant les processus de gestion budgétaire et les capacités ainsi que l'indépendance financière ;
- Recommandations spécifiques à la Cour pour améliorer sa responsabilité dans la réception et la gestion des flux financiers.

## (3) Développer des recommandations de soutien pour l'UE et ses Etats membres ainsi que pour la CPS

Fournir un aperçu des actions actuelles de l'UE, des États membres et de la Suisse concernant la CPS (cartographie) et développer des recommandations concrètes pour un soutien/actions conjointes UE-Etats membres afin d'améliorer les capacités de gouvernance et de gestion budgétaire de la Cour.

### 5.2.2 Livrables attendus

- Rapport de démarrage : max 5 pages ;
- Organisation des entretiens et/ou ateliers d'échange avec les acteurs clefs sur place à Bangui et en ligne ;
- Prise de notes des réunions (synthétique) ;
- Rapport final comprenant l'analyse du cadre de gouvernance actuel de la Cour et des capacités de gestion budgétaire, le potentiel d'un comité de pilotage, les bonnes pratiques identifiées, la cartographie et les recommandations adaptées à la CCS et à la DUE et aux EM : 25-40 pages.

Les notes des réunions seront synthétiques et rédigées en français. Les rapports et notes des échanges de la mission terrain seront rédigés en français.

## 5.3 Lieu et durée

Enabel estime le nombre de jours de travail à 28, à répartir sur environ 2 mois (entre septembre et octobre 2024).

Le calendrier **indicatif** de la mission se présente comme suit :

Jours		Localisation
4 jours	<u>Rapport de démarrage</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• Rédiger le rapport de démarrage, incluant :<ul style="list-style-type: none"><li>○ Informations générales sur la CPS</li><li>○ Portée et objectifs de la mission</li><li>○ Description de l'approche et de la méthodologie utilisée</li><li>○ Un plan de travail détaillé incluant la disposition de la mission sur le terrain. La DUE peut soutenir le consultant concernant cette disposition de mission sur le terrain.</li><li>○ Identification des livrables clés</li></ul></li></ul>	A domicile

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser une réunion avec la DUE et les États membres impliqués dans la Cour pour évaluer leurs attentes et le soutien prévu à la Cour</li> <li>• Inclure la révision et les commentaires du Secrétariat TED et de la DUE</li> <li>• Présentation et validation du rapport de démarrage avec la DUE</li> </ul>	
14 jours	<p><u>Analyser le potentiel d'un comité de pilotage et les capacités de gestion budgétaire de la CPS</u></p> <p><i>14 jours sont prévus pour cette analyse, idéalement 7 jours pour une mission sur le terrain pour la collecte de données (y compris 2 jours de voyage) et 7 jours pour le travail à domicile.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mener des entretiens <b>en personne</b> avec des acteurs clés, tels que la Cour, le PNUD et la MINUSCA, ainsi que des organisations de la société civile pertinentes.</li> <li>• Mener des entretiens avec les principales parties prenantes internationales, la DUE, les États membres actifs (ou intéressés) dans la Cour, des acteurs d'autres Cours internationales hybrides, etc.</li> <li>• Toute autre collecte de données pertinente.</li> <li>• Examiner et identifier des bonnes pratiques répliquables concernant la gouvernance, la structure et la mise en œuvre des comités de pilotage, ainsi que la gestion budgétaire d'autres Cours hybrides internationales.</li> <li>• Rédiger le rapport d'évaluation, y compris l'analyse du cadre de gouvernance actuel de la Cour, le potentiel d'un comité de pilotage adapté à la CPS, et les capacités de gestion budgétaire de la CPS. Révision et retour du Secrétariat TED inclus.</li> </ul>	<p>7 jours mission terrain à Bangui</p> <p>7 jours travail à domicile</p>
4 jours	<p><u>Recommandations concrètes pour la CPS et la DUE + Etats membres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fournir une cartographie/un aperçu des actions d'appui actuelles de l'UE et des États membres (+ Suisse) concernant la CPS ;</li> <li>• Recommandations pour la CPS concernant la gouvernance et la gestion budgétaire ;</li> <li>• Développer des recommandations concrètes pour l'UE et les États membres afin d'améliorer le soutien/les actions conjointes envers la CPS.</li> </ul>	A domicile
5 jours	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rédaction d'un rapport préliminaire avec 2 sessions de révision par le Secrétariat TED et la DUE.</li> <li>• Finaliser la rédaction des rapports.</li> </ul>	A domicile
1 jour	Présentation du rapport et échange avec la Cour Pénale Spéciale, la DUE, les Etats membres impliqués, et le secrétariat TED	A domicile, en ligne

Un calendrier définitif sera convenu après sélection du prestataire, conjointement avec la Délégation de l'Union européenne.

## 5.4 Profils des experts

### Expert 1 - Exigences minimales

- Master en droit, de préférence en droit international ou de droit pénal international ;
- Actuellement ou anciennement juge, magistrat ou détenteur d'un mandat de minimum ce niveau, tel que procureur général, avocat général, président de Cour, conseil supérieur de la magistrature ;
- 10 ans d'expérience juridique ;
- Expérience pertinente avec les donateurs (UE, ONU) soutenant le secteur de la justice dans les pays partenaires ;
- Compréhension des organisations internationales, de leurs dynamiques et des systèmes de cours pénales spéciales, démontrée à travers une expérience professionnelle ou des études ;
- Expérience dans l'établissement ou l'évaluation de comités de pilotage, démontrée à travers une expérience professionnelle ou des études ;
- Maîtrise du français à l'oral et à l'écrit.

L'expert 1 sera chargé de mener les entretiens avec les membres de la Cour Pénale Spéciale à Bangui.

### Expert 2 - Exigences minimales

- Diplôme universitaire de master dans un des sujets suivants : droit, économie, gestion des affaires, gestion des organisations, droit des affaires, sciences politiques avec spécialisation en économie ou en gestion, relations internationales avec spécialisation en économie ou développement, administration publique ;
- 5 ans d'expérience professionnelle dans l'évaluation de la gestion budgétaire des institutions (Cour) ;
- Expérience professionnelle avec les donateurs et acteurs internationaux (UE, ONU) ;
- Maîtrise du français, à l'oral et à l'écrit.

Les soumissionnaires joignent à leur offre l'ensemble des informations permettant de démontrer qu'ils rencontrent ces exigences minimales.

## 5.5 Rapports

- Langue du rapport initial et du programme : français.
- Nombre de copies et format (numérique) du rapport initial et final : une copie en Word et une en PDF.

## 6 Formulaires d'offre

### 6.1 Fiche d'identification

#### 6.1.1 Entité de droit privé/public ayant une forme juridique

NOM OFFICIEL <sup>14</sup>				
NOM COMMERCIAL (si différent)				
ABRÉVIATION				
FORME JURIDIQUE				
TYPE	À BUT LUCRATIF			
D'ORGANISATION	SANS BUT LUCRATIF	ONG <sup>15</sup>	OUI	NON
NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL <sup>16</sup>				
NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE (le cas échéant)				
LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	VILLE		PAYS	
DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	JJ	MM	AAAA	
NUMÉRO DE TVA				
ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL				
CODE POSTAL	VILLE		BOÎTE POSTALE	
PAYS	TÉLÉPHONE			
COURRIEL				
DATE	CACHET			
SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ				

<sup>14</sup> Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

<sup>15</sup> ONG = Organisation non gouvernementale, à remplir pour les organisations sans but lucratif.

<sup>16</sup> Le numéro d'enregistrement au registre national des entreprises. Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

### 6.1.2 Sous-traitants

Nom et forme juridique	Adresse / siège social	Objet

## 6.2 Formulaire d'offre - Prix

En déposant cette offre, le soumissionnaire s'engage à exécuter le présent marché conformément aux dispositions du présent cahier spécial des charges et déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans ce document et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires, comme ses propres conditions.

Description	Prix global forfaitaire HTVA	Prix global forfaitaire TVAC
Services d'expertise pour le projet Team Europe Democracy – Analyse de la gouvernance, du potentiel d'un comité de pilotage, et de l'autonomie financière de la Cour Pénale Spéciale (CPS) en République Centrafricaine <sup>1</sup>		

Certifié pour vrai et conforme,

Fait à ..... le .....

<sup>1</sup> Pour rappel, tous les services qui font l'objet du présent marché, décrits la partie 5 du cahier spécial des charges, sont inclus dans le prix global forfaitaire.



## 6.3 Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion

Par la présente, je/nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/ légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion suivants :

1. Le soumissionnaire ni un de ses dirigeants a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une **décision judiciaire ayant force de chose jugée** pour l'une des infractions suivantes :

1° participation à une **organisation criminelle** ;

2° **corruption** ;

3° **fraude** ;

4° infractions **terroristes**, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;

5° **blanchiment** de capitaux ou **financement du terrorisme** ;

6° **travail des enfants** et autres formes de traite des êtres humains ;

7° occupation de ressortissants de pays tiers en **séjour illégal** ;

8° la création de sociétés offshore.

L'exclusion sur base de ce critère vaut pour une durée de 5 ans à compter de la date du jugement ;

2. Le soumissionnaire ne satisfait pas à ses obligations relatives au **paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale** pour un montant de plus de 3.000 €, sauf lorsque le soumissionnaire peut démontrer qu'il possède à l'égard d'un pouvoir adjudicateur une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers. Ces créances s'élèvent au moins à un montant égal à celui pour lequel il est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales ;
3. Le soumissionnaire est en **état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire**, ou a fait l'aveu de sa faillite, ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;
4. Le soumissionnaire ou un de ses dirigeants a commis une **faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité** ;

Sont entre autres considérées comme telle faute professionnelle grave :

- a) Une infraction à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels :  
[https://www.enabel.be/app/uploads/2022/11/Exploitation\\_Abus\\_Sexuel\\_Policy\\_FR.pdf](https://www.enabel.be/app/uploads/2022/11/Exploitation_Abus_Sexuel_Policy_FR.pdf) ;
- b) Une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 :  
[https://www.enabel.be/app/uploads/2022/11/Fraude\\_Corruption\\_Policy\\_FR.pdf](https://www.enabel.be/app/uploads/2022/11/Fraude_Corruption_Policy_FR.pdf)
- c) Une infraction relative à une disposition d'ordre réglementaire de la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail ;
- d) Le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;
- e) Lorsque Enabel dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence. La présence du soumissionnaire

sur une des listes d'exclusion Enabel en raison d'un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible ;

5. Lorsqu'il ne peut être remédié à un conflit d'intérêts par d'autres mesures moins intrusives;
6. Des **défaillances importantes ou persistantes** du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une **obligation essentielle** qui lui incombait dans le cadre d'un contrat antérieur passé avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.

Sont considérées comme 'défaillances importantes' le respect des obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établies par le droit de l'Union européenne, le droit national, les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail. La présence du soumissionnaire sur la liste d'exclusion Enabel en raison d'une telle défaillance sert d'un tel constat ;

7. Le soumissionnaire ou un de ses dirigeants se trouve sur les listes de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne et la Belgique à des sanctions financières :

[https://finances.belgium.be/fr/sur\\_le\\_spf/structure\\_et\\_services/administrations\\_generales/tr%C3%A9sorerie/services-et-activit%C3%A9s-o](https://finances.belgium.be/fr/sur_le_spf/structure_et_services/administrations_generales/tr%C3%A9sorerie/services-et-activit%C3%A9s-o)

Date

Localisation

Signature

## 6.4 GDPR clauses

### Obligations of the contractor ('subcontractor or processor') vis-à-vis the contracting authority ('personal data controller')

The subcontractor undertakes to:

1. Process the personal data **only for the purpose(s)** stipulated in the contract;
2. Process the personal data **only on documented instructions** from the controller mentioned in attachment to this contract. Where the subcontractor considers an instruction constitutes a violation of European regulations in relation to data protection or any other legal Union or Member State provision in relation to data protection he shall immediately notify the controller thereof. Furthermore, where the subcontractor is to proceed to the transfer of personal data to a third country or an international organisation in accordance with Union or Member State law to which he is subject, in such a case, he shall inform the controller of that legal requirement before processing, unless that law prohibits such information on important grounds of public interests.
3. **Ensure the confidentiality** of the personal data processed under the framework of this contract.
4. Ensure that **persons authorised to process the personal data** pursuant to this contract:
  - have committed themselves to confidentiality or are under an appropriate statutory obligation of confidentiality;
  - obtain necessary training in personal data protection;
5. regarding tools, products, applications or services, principles of **data protection by design and by default** should also be taken into consideration.
6. **Subcontracting**

The subcontractor may engage another subcontractor (hereinafter, the 'subsequent subcontractor') for carrying out specific processing activities. In this case, he informs the controller in advance and in writing of any change considered with regards to adding or replacing other subcontractors. This information must clearly indicate the processing activities that are subcontracted, the identity and contact details of the subcontractor and the dates of the subcontracting contract. The controller disposes of a minimum period of [...] from the date of reception of said information to voice any objections. Such subcontracting may only be carried out if the controller has not voiced any objection during said period.

The subsequent subcontractor is to respect the obligations of this contract for the account of and following the instructions of the controller. The initial subcontractor must ensure that the subsequent subcontractor provides the same data protection guarantees to implement appropriate technical and organisational measures in such a manner that the processing will meet the requirements of the European Data Protection Regulation. Where the subsequent subcontractor fails to fulfil his data protection obligations, the initial subcontractor shall remain fully liable to the controller for the performance of that other subcontractor's obligations.

## **7. Information rights of data subjects**

When collecting data, the subcontractor is required to inform data subjects about the data processing which will be carried out. The formulation and format of this notification must be agreed with the controller prior to data collection.

## **8. Data subjects exercising their rights**

Where possible, the subcontractor shall assist the controller to fulfil his obligation in responding to data subject rights requests: right to access, to change, right to erasure ('right to oblivion') and opposition, right to limit processing, right to transfer data, right not to be subject to an automated individual decision (such as profiling).

The subcontractor must respond, in the name and on behalf of the controller and within the terms set by the European Data Protection Regulation, to any requests of persons concerned exercising their rights where it pertains to data that are the subject-matter of subcontracting under this contract.

## **9. Notification of personal data breaches**

The subcontractor shall notify the controller of any personal data breach not later than [...] hours after becoming aware of it by means of [...]. This notification shall be accompanied by all useful documentation allowing the controller, where needed, to notify this breach to the competent supervisory authority.

The notification shall at least:

- describe the nature of the personal data breach including where possible, the categories and approximate number of data subjects concerned, and the categories and approximate number of personal data records concerned;
- communicate the name and contact details of the data protection officer or other contact point where more information can be obtained;
- describe the likely consequences of the personal data breach;
- describe the measures taken or proposed to be taken by the controller to address the personal data breach, including, where appropriate, measures to mitigate its possible adverse effects.

## **10. Assistance of the subcontractor in ensuring compliance by the controller of his obligations.**

The subcontractor shall assist the controller in carrying out data protection impact assessments. The subcontractor assists the controller with the prior consultation of the supervisory authority.

## **11. Security measures**

The subcontractor undertakes to implement the following security measures: [...]

## **12. Processing of data**

The subcontractor undertakes upon completing data processing service delivery to:

- erasing all personal data, or
- sending back all personal data to the controller, or
- forwarding the personal data to the subcontractor designated by the controller. Such dispatch is accompanied by the erasure of all existing copies in the data systems of the subcontractor.

After erasure, the subcontractor shall substantiate the erasure in writing.

### **13. Data Protection Officer**

The subcontractor shall communicate to the controller the name and contact details of his Data Protection Officer, if he has designated one in accordance to Article 37 of the European Data Protection Regulation.

### **14. Register of categories of processing activities**

The subcontractor declares keeping written records of all categories of processing activities carried out on behalf of the controller, including:

- The name and contact details of the controller on behalf of whom he operates, of any subcontractors, and where applicable, of the Data Protection Officer.
- The categories of processing carried out on behalf of the controller;
- Where applicable, transfers of personal data to a third country or an international organisation, including the identification of that third country or international organisation and, in the case of transfers referred to in the second subparagraph of Article 49(1) of the European Data Protection Regulation, the documentation of suitable safeguards;

Where possible, a general description of the technical and organisational security measures, including inter alia as appropriate: The pseudonymisation and encryption of personal data; the ability to ensure the ongoing confidentiality, integrity, availability and resilience of processing systems and services; the ability to restore the availability and access to personal data in a timely manner in the event of a physical or technical incident; a process for regularly testing, assessing and evaluating the effectiveness of technical and organisational measures for ensuring the security of the processing.

### **15. Documentation**

The subcontractor makes available to the controller all information necessary to demonstrate compliance with his obligations laid and allow for and contribute to audits, including inspections, conducted by the controller or another auditor mandated by the controller.

## 6.5 Documents à remettre – liste exhaustive

1. Le formulaire intitulé « Identification des soumissionnaires » (point 6.1 du cahier spécial des charges) ;
2. Le formulaire intitulé « Formulaire d’offre – Prix » (point 6.2 du cahier spécial des charges) ;
3. La déclaration sur l’honneur – motifs d’exclusion (point 6.3 du cahier spécial des charges) ;
4. Les statuts, le mandat ou tout autre document de nature à établir la compétence du signataire du rapport de dépôt de l’offre ;
5. Les documents et éléments permettant d’apprécier les critères d’attribution (point 3.6.2 du cahier spécial des charges) ;
6. Les documents et éléments permettant de démontrer que les experts proposés rencontrent les exigences minimales fixées au point 5.4 du cahier spécial des charges ;
7. Un extrait de casier judiciaire récent (c’est-à-dire, datant de moins de 3 mois).